

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE - Prestations de bilans scolaires – En ligne et en présentiel

Les conditions générales de vente présentées ci-dessous sont également téléchargeables sur le site epe-idf.com (lien).

Article 1 – Objet

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») régissent les relations contractuelles entre **L'Ecole des Parents et des Educateurs** et toute personne physique ou morale procédant à l'achat d'une prestation de **bilan scolaire**, réalisée en **présentiel et/ou à distance**. Elles sont applicables sauf conditions particulières contraires précisées. Toute commande de bilan implique l'acceptation sans réserve par l'acheteur et son adhésion pleine et entière aux présentes Conditions Générales de Vente.

Article 2 – Les types de bilans concernés

Bilan d'orientation
Bilan trajectoire jeune, bilan post bac, étudiant ou jeune diplômé
Entretien conseil orientation
Bilan neuropsychologique complet
Tests neuropsychologiques
Bilan psychologique
Test d'efficience intellectuelle
Bilan projectif de personnalité

Article 3 – Nature des prestations

Les prestations de bilans scolaires ont pour objectif :

- de faire le point sur la scolarité et d'identifier des leviers de progression
- d'identifier d'éventuelles difficultés d'apprentissage,
- de proposer des **préconisations pédagogiques et des pistes concrètes d'orientation**.

Ces prestations :

- ne constituent **ni un acte médical**,
- ni un **diagnostic médical, psychologique ou paramédical**,
- ne se substituent pas à un suivi par un professionnel de santé ou par l'Éducation nationale.

Article 4 – Modalités de réalisation

Les bilans peuvent être réalisés :

- **en présentiel**, dans les locaux du prestataire
- **à distance**, via des outils de visioconférence sécurisés.

Le client reconnaît que la qualité de la prestation en ligne dépend également :

- de la connexion internet,
- du matériel utilisé,
- de l'environnement de travail de l'élève.

Article 5 – Public concerné et autorisation parentale. Les prestations s'adressent à des **élèves mineurs ou majeurs**.

Pour les élèves mineurs :

- la commande doit être effectuée par **un représentant légal**,
- le représentant légal autorise expressément la participation du mineur aux séances, y compris en visioconférence le cas échéant.

Article 6 – Commande et acceptation

Toute commande implique :

- l'acceptation sans réserve des présentes CGV,
- la validation écrite de la prestation (CGV signé),
- le paiement selon les modalités prévues (voir article 8).

Article 7 – Tarif

Les prix sont ceux mentionnés sur le devis, indiqués en euros (€) **TTC**

Les tarifs applicables sont ceux en vigueur au jour de la commande.

Aucun remboursement ne pourra être exigé une fois la prestation commencée, sauf disposition légale contraire.

Article 8 – Modalités de paiement

Le paiement s'effectue par :

- **Virement, chèque ou espèces.**
- Par virement, RIB en pièce jointe. Merci de **préciser lors du virement le nom et prénom du jeune qui effectue le bilan.**

Sauf mention contraire :

- Le paiement est exigible **avant le début de la prestation** de 50 %
- Le solde du paiement (50 %) au **dernier rendez-vous**

Article 9 – Pénalités de retard

Toute somme non payée à l'échéance donnera lieu au paiement par le client de pénalités de retard fixées à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur (Article L. 441- 6 du Code de Commerce). Ces pénalités sont

exigibles de plein droit sans qu'aucun rappel ne soit nécessaire, dès réception de l'avis informant le client qu'elles ont été portées à son débit.

Article 10 – Droit de rétractation

La rétractation doit se faire avant le premier RV du bilan. Aucun remboursement ne sera fait après le 1^{er} RV du bilan. Tout bilan commencé doit être effectué en totalité.

Article 11 – Annulation et report

- Toute annulation moins de **48 heures** avant un rendez-vous pourra entraîner la facturation totale de la séance.
- En cas d'annulation par le prestataire, un report du RV.

Article 12 – Obligations du prestataire

Le prestataire s'engage à :

- mettre en œuvre une **obligation de moyens**,
- respecter la confidentialité des informations échangées,
- fournir une analyse professionnelle, objective et bienveillante.

Article 13 – Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- fournir des informations exactes et complètes,
- garantir un environnement calme et adapté, notamment lors des séances en ligne,
- respecter les horaires et rendez-vous fixés.

Article 14 – Responsabilité

Les conclusions et recommandations issues du bilan :

- ne constituent pas une garantie de résultats scolaires,
- relèvent d'une **appréciation pédagogique** fondée sur les informations recueillies à un moment donné.

La responsabilité du prestataire ne saurait être engagée en cas :

- d'interprétation erronée du bilan par un tiers,
- d'utilisation du bilan hors du cadre prévu.

Article 15 – Confidentialité

Toutes les informations échangées dans le cadre du bilan sont strictement confidentielles.
Aucune information ne sera transmise à un tiers sans l'accord écrit du client, sauf obligation légale.

Article 16 – Données personnelles

Les données personnelles collectées (identité, coordonnées, informations scolaires) sont nécessaires à la réalisation de la prestation.

Elles sont :

- traitées de manière licite, loyale et transparente,
- conservées uniquement pendant la durée nécessaire à la prestation et aux obligations légales,
- protégées contre tout accès non autorisé.

Conformément au RGPD, le client dispose des droits suivants :

- droit d'accès,
- droit de rectification,
- droit d'effacement,
- droit de limitation du traitement.

Toute demande peut être adressée à : **email cafedesparents@epe-idf.com**

Article 17 – Propriété intellectuelle

Les supports, tests, documents et comptes rendus fournis sont protégés par le droit d'auteur. Toute reproduction, diffusion ou utilisation sans autorisation écrite est interdite.

Article 18 – Droit applicable et litiges

Les présentes CGV sont soumises au **droit français**.

En cas de litige, une solution amiable sera recherchée avant toute action judiciaire.

Mise à jour le 20/01/2026